

LECO

de la semaine

25 au 31 Octobre 2025



SOMMAIRE

Exportations - L'État prône la transparence dans la filière litchi	2
Soutien aux entreprises - L'emprunt à taux zéro toujours en attente	2
Taxation américaine : Des impacts inquiétants malgré les assouplissements	3
Centrale thermique d'Ambohimambola : arrivée des équipements de 3,3 milliards d'ariary	4
Seranan-tsambon'i Toamasina : Mahazaka kaontenera 4 500 ny « Terre-plein Hastie »	4
Smart scanning : L'intelligence artificielle au service du contrôle douanier	5
POESAM : Quatre projets primés à Madagascar pour l'édition 2025	5
Tourisme : « Les impôts à payer sont trop élevés », déplorent les guides	6
Sommet de Luanda : Accélérer le financement des infrastructures africaines	7
Artisanat : les acteurs réclament la création d'un ministère dédié	7
Bad : la détérioration de la balance commerciale de Madagascar se poursuit	8
Exportation - Les producteurs peinent à accéder au marché du sisal	8
Gestion budgétaire - Les dépenses non prioritaires mises en pause	9
Énergie - Des centres de santé alimentés par le soleil	9
Dr. Herinjatovo Aimé Ramiarison : un professeur d'économie à la tête du MEF	10
Défis énergétiques - Action rapide et continuité des projets	10
Mines - Carl Andriamparany ouvre le chantier des réformes	11
Industrie et commerce : Priorité à la protection des consommateurs et au développement du secteur privé	11
Attractivité économique : Madagascar, 22e rang sur 31 pays africains	12
Startups : Une voie rapide pour sortir de la crise socioéconomique, selon Ghali Nanja	12
Budget - La loi de finances arrive à l'Assemblée nationale	13
Droits d'accise sur la bière : Hausse de 293 % en cinq ans, déplore la Star	14
Environnement des affaires : Le secteur privé réclame un traitement égalitaire	14
Instabilité économique : les économistes demandent une mobilisation nationale	15
Partenariat – Le soutien aux actions plaçant la population au centre du développement comme priorité pour la Banque mondiale à Madagascar	16

Exportations - L'État prône la transparence dans la filière litchi

IRINA TSIMIJALY | 27 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le gouvernement vise plus de transparence et d'équité dans la filière litchi. Le Premier ministre insiste sur une répartition juste des quotas et le respect des obligations des exportateurs.

Le gouvernement malgache entend remettre de l'ordre et instaurer davantage de transparence dans la filière litchi, l'un des produits phares de ses exportations. Lors d'une rencontre tenue samedi au Palais de Mahazoarivo avec le Groupement des exportateurs de litchis (GEL), le Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo a insisté sur la nécessité d'une répartition équitable des quotas d'exportation dès la campagne 2025.



« Toutes les entreprises, petites comme moyennes, doivent bénéficier des mêmes opportunités », a souligné le chef du gouvernement, annonçant que la distribution des quotas se fera désormais sur des bases transparentes et objectives.

Objectif : stimuler la compétitivité du secteur tout en préservant l'équité entre les opérateurs.

Le Premier ministre a également rappelé les obligations des exportateurs en matière de conformité technique et de rapatriement des devises, conditions jugées indispensables pour garantir la fiabilité des opérations et

préserver la réputation de Madagascar sur les marchés internationaux.

Sérieux défis

Véritable pilier socio-économique, la filière litchi mobilise chaque année plus de 100 000 personnes, dont 60 000 petits producteurs et 45 000 travailleurs saisonniers. Le pays exporte en moyenne 20 000 tonnes de fruits frais par an, générant près de 30 millions d'euros de recettes. Madagascar se classe ainsi cinquième producteur mondial et troisième exportateur, tout en demeurant le premier fournisseur de l'hémisphère Sud.

En 2023, les exportations ont rapporté environ 54,4 milliards d'ariary (près de 12 millions USD), soit une hausse de 18 % par rapport à 2022, avec un volume exporté de 16 860 tonnes (+7,4 %). L'Union européenne demeure le principal débouché, absorbant près de 90 % des ventes.

Mais derrière ces chiffres positifs, la filière fait face à de sérieux défis : chute de la production estimée à 50 % dans certaines zones en 2024, problèmes logistiques, qualité inégale et flambée des prix sur le marché local. Les aléas climatiques, le vieillissement des vergers et les dysfonctionnements dans la gouvernance du secteur aggravent la situation.

Pour la campagne prévue du 15 au 20 novembre 2025, le gouvernement annonce plusieurs mesures visant à renforcer la sécurité pendant la récolte, à accélérer les procédures logistiques et à soutenir les opérateurs.

Une démarche que le Premier ministre présente comme « un levier essentiel de la relance économique », fondée sur la transparence, la création d'emplois et la valorisation de la production locale.

Soutien aux entreprises - L'emprunt à taux zéro toujours en attente

IRINA TSIMIJALY | 27 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les pillages du 25 septembre ont profondément secoué l'économie malgache, avec des pertes estimées à 200 milliards d'ariary et 2 000 emplois détruits, avait annoncé la Présidence de la République à l'époque. Les grandes enseignes de la capitale, ainsi que celles d'autres villes comme Mahajanga, Antsiranana et Toamasina, ont été touchées : Leader Price, Super U, China Mall, Tana Water Front ou encore Supermaki ont vu leurs locaux saccagés. En quelques heures, meubles, appareils électroniques, motos et produits de première nécessité, jusqu'aux parquets, ont été détruits.

Pour soutenir les entreprises, l'ancien président Andry Rajoelina avait annoncé une série de mesures d'urgence : allègement temporaire des droits de douane et des taxes, prise en charge des intérêts bancaires pour certains prêts,

et surtout la mise en place de prêts à taux zéro destinés à relancer les activités économiques sinistrées. Un comité spécial devait également recenser les besoins urgents des entreprises, incluant les dettes bancaires, les salaires impayés et les pertes d'actifs.

Lettre morte

Un mois après ces annonces, les mesures concrètes se font toujours attendre. Une compagnie, installée au Colisée Ampasanimalo, spécialisée dans les vêtements malgaches, finance seule jusqu'à aujourd'hui sa reconstruction après avoir perdu 100 % de son stock. La réouverture est prévue pour la semaine prochaine, mais sans aide extérieure, l'entreprise reste vulnérable.

Papaya, située au Water Front et spécialisée dans les produits locaux, a subi un préjudice estimé à 1,2 milliard

d'ariary. Elle attend toujours une intervention officielle pour relancer son activité et reconstituer ses stocks. À ce jour, le gouvernement de transition n'a pas encore clarifié si les mesures annoncées notamment le prêt à taux zéro seront maintenues. Pendant ce temps, la réhabilitation des bâtiments endommagés, dont le Tana Water Front et plusieurs boutiques,

est en cours. Le secteur privé a appelé à une mise en œuvre rapide des mesures d'urgence. Cependant, le retard dans le déblocage des aides freine sérieusement la relance économique. Pour les entreprises touchées, chaque jour d'attente compromet un peu plus la survie des emplois et la reprise de l'activité commerciale.

Taxation américaine : Des impacts inquiétants malgré les assouplissements

R. EDMOND | 27 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Petite lueur d'espoir pour les exportations malgaches vers les États-Unis, depuis que l'administration Trump a décidé de réduire à 15 %, au lieu de 47 % les tarifs douaniers sur les produits en provenance de Madagascar. Mais les impacts attendus sur l'économie en général restent inquiétants.

On rappelle que depuis le 7 août, les produits en provenance de Madagascar sont soumis à un droit de douane additionnel de 15 % à l'entrée sur le territoire américain.

Compétitivité gardée

Selon les précisions de la douane malgache, ce droit additionnel s'applique en complément des régimes tarifaires déjà en vigueur, notamment ceux de la Nation la Plus Favorisée (NPF) ou de l'AGOA, qui a pris fin le 30 septembre dernier, mais dont l'extension est encore en suspens. Ainsi certaines catégories spécifiques de produits sont encore exemptées, telles que les matériaux à caractère informatif, les dons humanitaires, les effets personnels accompagnant les voyageurs, ainsi que les marchandises soumises à des droits particuliers liés à la sécurité nationale. Les produits miniers exportés par Madagascar, notamment ceux classés comme stratégiques, font également partie des marchandises non soumises à ce tarif additionnel. Quoiqu'il en soit, les exportateurs des produits taxés se contentent du fait que Madagascar pourrait encore garder sa compétitivité dans la mesure où les principaux pays concurrents sont également frappés par ce droit de douanes de 15 %. Un taux réduit, rappelons-le puisque au début, l'administration américaine l'avait fixé à 47 %.

Pesant d'or

Il n'empêche que cette taxation aura des conséquences négatives sur les exportations de Madagascar vers les États-Unis. Des exportations qui valent leur pesant d'or dans l'économie malgache puisqu'elles représentaient, en 2024, une valeur de 733,2 millions US\$, tandis que les importations en provenance des États-Unis ont été de 53,4 millions US\$. Par ailleurs, la part des exportations vers les États-Unis représenteraient 15,75 % des exportations totales de la Grande île. Parmi les secteurs qui vont subir les conséquences néfastes de ces taxes, la Banque africaine de développement (BAD) cite le textile et la vanille. Dans son dernier rapport-pays sur Madagascar, ce bailleur de fonds indique notamment que cette hausse des tarifs douaniers affecterait particulièrement les secteurs du textile et de la vanille. « Le textile et habillement

(19,4 % du PIB) représente environ 60 % des exportations manufacturières, et est évalué à environ 550 millions USD par an, dont une grande part est destinée aux États-Unis. La vanille (8 % du PIB) dont Madagascar produit environ 80 % de la production mondiale, est principalement exportée aux États-Unis. Les impacts immédiats de la hausse des droits de douane se traduiraient par une perte de compétitivité et une réduction substantielle des recettes d'exportation, aggravant le déficit du compte courant estimé à 5 % du PIB en 2024 ».



Diminution des recettes fiscales

En somme, l'économie en général subit les conséquences de cette taxation américaine. Le rapport de pays de la BAD indique sur ce point : « À moyen terme, elle provoquerait une diminution des recettes fiscales déjà faibles (10,8 % du PIB en 2024), une baisse des investissements et une perte d'environ 1 % du PIB. À long terme subsistent des risques de désindustrialisation, d'augmentation de la pauvreté, de montée du chômage, et d'accentuation des inégalités sociales. Parallèlement, les États-Unis ont réduit leur aide au pays, de 226,7 millions US\$ en 2024 à 9,2 millions US\$ en 2025, ce qui aggraverait la situation sociale, notamment les programmes de vaccination et de santé de la reproduction, et d'éducation. La sécurité alimentaire des populations sera menacée, en particulier dans le Sud du pays. Le pays devra renforcer sa mobilisation des ressources nationales, et diversifier ses partenariats internationaux pour limiter les impacts de ces chocs ».

Centrale thermique d'Ambohimambola : arrivée des équipements de 3,3 milliards d'ariary

ARH. | 27 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Des équipements d'une valeur de 3,3 milliards d'ariary sont arrivés samedi à la Centrale thermique de la Jirama à Ambohimambola (CTA). Ils permettront de réparer trois groupes électrogènes actuellement à l'arrêt. Une opération jugée vitale pour booster l'approvisionnement en électricité pour Antananarivo et les districts voisins. Lors de sa visite sur les lieux samedi, le président de la Refondation de la République de Madagascar, le Colonel Michaël Randrianirina, a annoncé le démarrage imminent des travaux de réparation. Les pièces de rechange, désormais sur place, seront installées dans les prochains jours. L'objectif étant ainsi de remettre en service les quatre groupes de la CTA 2 et injecter près de 20 MW supplémentaires dans le RIA. Après cette remise en service, la capacité totale de production du RIA atteindra 320 MW, tandis que les besoins actuels sont estimés à 330 MW. Dans cette optique, cette amélioration devrait, en théorie, réduire

considérablement les délestages subis par les foyers et les entreprises de la capitale. Le colonel Rampanarivo, représentant le président de la Refondation, a donné des instructions claires pour accélérer le chantier. Les travaux devraient être achevés dans un délai d'un mois. Malgré cette avancée, le déficit de production est estimé à 30 MW. Le Chef de l'État souligne que des mesures complémentaires sont à l'étude pour combler ce manque. Des solutions à court terme, mais aussi des stratégies durables sont envisagées, pour garantir une alimentation plus fiable en électricité et en eau dans les six prochains mois. Pour le gouvernement, la relance de la CTA d'Ambohimambola consiste à apporter des réponses «rapides» face aux difficultés d'approvisionnement. Si les promesses sont tenues, Antananarivo pourrait bientôt respirer un peu mieux, avec un approvisionnement plus constant et soutenu.

Seranan-tsambon'i Toamasina : Mahazaka kaontenera 4 500 ny « Terre-plein Hastie »

HENINTSOA | 27 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Efa miasa ary afaka mandray kaontenera hatramin'ny 4 500 ny « terre-plein Hastie » vaovao ao amin'ny seranan-tsambon'i Toamasina, ankehitriny. Vita ny 72 % ny asa fanitarana ny seranana amin'ny ankapobeny.

Mitohy ny fanavaozana sy fanitarana ny seranan-tsambon'i Toamasina. Anisan'ny asa goavana tanterahina ny fametrahana ny « terre-plein Hastie » vaovao. Vita izy ankehitriny, efa miasa tanteraka. Mirefy 10 hektara ity toerana vaovao ity, ka afaka mitahiry kaontenera (EVP) hatramin'ny 4 500.



Manamafy hatrany ny fivelaran'ny seranana amin'ny lafiny logistique sy manafaingana ny asa andavanandro sahanin'ny seranana ny fanitarana izay atao ankehitriny. Vita ny 72 % ny asa fanitarana ny seranana amin'ny ankapobeny. Eny an-kianja, mitabataba ny milina, mivelatra ny arabe ary manomboka miseho tsikelikely ny fotodrafitrasa vaovao. Araka ny nambaran'ny Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat), « mandeha ara-dalàna ny fizotry ny asa ary efa hita ny vokatra tsara eo amin'ny

fizotran'ny ao amin'ny seranana ». Etsy ankilany, ny lalana migodana vaovao mirefy 9,5 km mampifandray mivantana ny RN2 sy ny seranana, izay antenaina hanamaivana ny fitohanana'ny fifamoivoizana ao afovoan-tanàna sy eny amin'ny Boulevard d'Ivondro, toerana efa ela no fantatra amin'ny fitohanana.

Nitombo 40 % ny vokatra

Ny Consortium Penta Ocean sy Dahio Corporation no mitantana ny asa ary mandeha araka ny fandaharam-po-toana voafaritry ny tetikasa. Amin'ny volana marsa 2026, kasaina ho vita ny ampahany amin'ny toeram-piantsonan'ny kaontenera (Terminal conteneur) C4. Mirefy 333 metatra ny lavany ary 16 metatra ny halaliny ka hahafahana mandray sambo mitondra hatramin'ny 14 000 EVP, raha 3 000 ihany amin'izao fotoana. Ho soloina «portique Ship to-Shore» maoderina ny «grue mobile» ankehitriny mba hanafainganana kokoa ny famoahana sy famenoana ny entana. Hatramin'ny nanombohan'ny asa, tamin'ny taona 2018, efa nitombo 40 % ny vokatra sy ny fahombiazan'ny seranana. Noho ny terre-plein Hastie sy ny fotodrafitrasa vaovao, manamafy ny toerany i Toamasina ho lasa «hub» eto amin'ny ranomasimbe Indianina. Miomana handray ny hetsika lehibe « Maritime Week 2027 » ny seranan-tsambon'i Toamasina.

Smart scanning : L'intelligence artificielle au service du contrôle douanier

R. EDMOND | 28 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

En matière de contrôle douanier automatisé, la douane malagasy peut rivaliser avec les administrations douanières des pays développés. Le Smart scanning est déployé au port de Toamasina. Désormais, les opérations de vérification des marchandises se font avec un système non intrusif grâce à l'utilisation de scanners modernes assistés par l'intelligence artificielle. Au lieu et à la place des fouilles physiques traditionnelles, avec ce que cela suppose de perte de temps et d'énergie, les contrôles douaniers des camions et des containers se font désormais automatiquement sans ouverture physique, en quelques minutes. En effet, durant le passage des camions ou containers sur le scanner, les images de haute résolution sont captées et automatiquement analysées et croisées avec les données du système d'évaluation des risques optimisé (Enhanced Risk Assessment – ERA). Ce qui permet aux agents de repérer plus rapidement les anomalies et d'orienter les contrôles sur les cargaisons réellement suspectes. Le système automatisé a le mérite de réduire considérablement les attentes et les manipulations, mais aussi d'assurer davantage de transparence pour les usagers.

En pleine métamorphose

Un système qui réjouit, en premier lieu les opérateurs économiques, pour qui, les gains sont immédiats, à savoir, une réduction considérable des délais de dédouanement, un important allègement des coûts logistiques et une meilleure prévisibilité des opérations. Pour l'administration, le Smart scanning renforce la lutte contre la fraude, améliore la traçabilité des décisions et augmente la performance des services de contrôle. « Le Smart scanning est un tournant décisif dans la modernisation de la douane et s'inscrit dans la vision d'une administration plus rapide, plus fiable et plus équitable, au service de la compétitivité nationale et la confiance des usagers », précise-t-on du côté de la direction générale des Douanes. Une douane en pleine métamorphose et enregistrant des résultats concrets puisque depuis la fin 2024, un peu moins de 80 % des opérations de dédouanement des marchandises sont réalisées en moins de 3 heures. Une performance qui place Madagascar dans le rang des pays les plus performants dans la région.

POESAM : Quatre projets primés à Madagascar pour l'édition 2025

ANTSA R. | 28 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Orange Madagascar a distingué les lauréats nationaux du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et Moyen-Orient (POESAM) 2025.

En 15 ans d'existence à Madagascar, le POESAM a attiré plus de 14 800 candidatures. Près de 60 gagnants ont été soutenus financièrement et plus de 100 projets accompagnés. Vendredi dernier, le directeur des ressources humaines et représentant de la direction générale d'Orange Madagascar, Maroniaina Rakotomanana, a remis les distinctions au terme d'une cérémonie qui a mis en lumière des solutions concrètes aux défis du pays.

Lauréats

Mitao Forecast Africa décroche le Premier Prix national pour sa plateforme de prévision météorologique au service de l'anticipation des risques climatiques et de la protection des communautés. Le projet reçoit 10 millions d'ariary, une flybox, un an d'Internet illimité et un accompagnement Orange Fab. Le Deuxième Prix revient à Rano'O by Omnitech, qui facilite l'accès à l'eau potable, il reçoit 8 millions d'ariary, un smartphone 4G et un accompagnement Orange Fab. Plastikôo obtient le Troisième Prix pour son engagement contre la pollution plastique, et gagne 4 millions d'ariary, un smartphone 4G et un accompagnement. Rano'O reçoit également le Prix Féminin et remporte 8 millions d'ariary en plus, une flybox, un an d'Internet illimité et un accompagnement.

Inclusif. Cette 15^e édition a permis à Mitao Forecast Africa et Rano'O de représenter Madagascar lors de la

finale internationale du POESAM. À noter que le concours, ouvert aux étudiants, salariés et entrepreneurs de plus de 21 ans, consacre aussi l'audace au féminin. Selon les informations, 163 des 251 projets déposés cette année dans la Grande-île sont portés par des femmes.



« Le numérique, allié à l'énergie de la jeunesse, ouvre de nouvelles perspectives pour Madagascar », a déclaré Maroniaina Rakotomanana. Via l'Orange Digital Center (ODC) et les FabLabs Solidaires, l'opérateur propose formations, mentorat et outils pour accélérer l'employabilité et transformer les idées en entreprises à impact. Pour Orange Madagascar, il s'agit de simplifier la vie, stimuler l'économie et libérer le potentiel des jeunes.

Tourisme : « Les impôts à payer sont trop élevés », déplorent les guides

NAVALONA R. | 28 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les guides touristiques sont assimilés à des ambassadeurs de la destination Madagascar ou bien des catalyseurs de développement du secteur du tourisme.

« Nous pratiquons une profession libérale. Sur une année, nous ne travaillons que sur une période de haute saison, soit entre juin et novembre. Cependant, on nous traite comme toutes les entreprises individuelles opérant des activités tout au long de l'année. Nous ne parvenons plus à nous acquitter de nos obligations fiscales, les impôts étant trop élevés », déplore Nicole Rajaonah, un guide touristique local et accompagnateur national. Le conseil national pour la refondation et la promotion du tourisme, qui se veut apolitique et dont elle en fait partie, propose ainsi des recommandations visant à alléger cette imposition auprès des nouveaux dirigeants de la nation.



Interdiction de voyager. Elle fait remarquer que certains guides touristiques locaux restent parfois sans activité, attendant leur tour devant les parcs nationaux. « Ils ne peuvent pas se permettre de régler des impôts pouvant atteindre 300 000 ariary par acteur », a-t-elle enchaîné. Les autres opérateurs touristiques, notamment les hôteliers partagent leur opinion. « Nous ne pouvons pas accueillir de clients pendant la saison morte. Notre établissement est fermé. Et à chaque fois qu'une crise éclate dans le pays, le secteur touristique est toujours frappé de plein fouet. Nous avons enregistré de nombreuses annulations de réservation alors qu'on nous impose de payer des impôts exorbitants », se plaint Edith Raharivony, représentante des Tours opérateurs membre de ce groupe de réflexion. D'autant plus, « les représentations diplomatiques des pays émetteurs pour ne citer que l'Allemagne, la France et les États-Unis n'ont pas encore levé leur interdiction de voyager à Madagascar pour leurs ressortissants respectifs. On ne peut pas encore dire qu'il y un retour à la normale. La preuve, plusieurs guides touristiques sont actuellement restés sur Antananarivo

alors qu'ils devraient être sur le terrain en cette période de haute saison », a évoqué Harinesy Mananjara Nirina, un autre représentant des Tours opérateurs.

Agrément en attente

Par ailleurs, Diary Andrianampoina, un autre guide touristique issu du même groupe, a soulevé que plusieurs guides opérant dans des sites touristiques sont toujours en attente de leur agrément auprès du ministère de tutelle. « Ils ont déjà bénéficié des formations adéquates leur permettant d'accompagner correctement les touristes durant leurs séjours à Madagascar mais ils ne sont pas opérationnels faute de carte professionnelle prouvant que ce sont des acteurs formels. De plus, ce métier de guidage constitue un travail décent que l'on peut valoriser dans des zones reculées abritant des Aires Protégées. La demande de retraite pour les guides touristiques fait également partie de nos revendications », a-t-il fait savoir. Ces guides locaux sont d'ailleurs sollicités à s'affilier dans des associations ou d'autres organisations afin qu'ils puissent bénéficier d'un renforcement de compétences leur permettant de se professionnaliser.

Solutions proposées. Il convient de rappeler que ce conseil national pour la refondation et la promotion du tourisme est constitué de 300 acteurs opérant dans ce secteur. Ce sont notamment des techniciens représentant les chauffeurs touristiques, les Tours opérateurs, les hôteliers et restaurateurs, les agences de voyage et les guides touristiques. Ils veulent apporter leur contribution et leur expertise afin de développer ce secteur pourvoyeur de devises et générateur d'emplois dans le pays. Près de 150 autres acteurs opérant dans les régions emboîtent leurs pas en dénonçant les problèmes auxquels ils sont confrontés sur le terrain. Dans la même foulée, ces techniciens proposent des solutions y afférentes. Ce n'est pas tout ! Tous les acteurs concernés veulent interpeller les autorités compétentes à la lutte contre la prolifération du secteur informel ternissant l'image de la destination ainsi qu'à l'amélioration de la connectivité aérienne surtout les vols domestiques et des infrastructures routières. Enfin, il a été mis en avant que l'accès à de nombreux sites touristiques qui mérite d'être mis en avant reste encore difficile.

Sommet de Luanda : Accélérer le financement des infrastructures africaines

ANTSA R. | 28 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

À Luanda, l'Union africaine réunit décideurs et investisseurs pour faire passer à l'échelle le financement des infrastructures stratégiques du continent. L'ouverture officielle du Sommet se tient ce jour.

La troisième édition du Financing Summit for Africa's Infrastructure Development se tient du 28 au 31 octobre à Luanda, sous le haut patronage du président angolais João Lourenço. Co-organisé par la Commission de l'Union africaine et AUDA-NEPAD, le rendez-vous réunit chefs d'État, investisseurs, institutions financières et partenaires techniques avec une ambition de faire changer d'échelle le financement des infrastructures stratégiques du continent. Placée sous le thème « *Capital, Corridors, Trade* », la rencontre met en lumière les projets alignés sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), feuille de route de l'UA pour renforcer les connexions régionales. Au cœur des priorités : les corridors routiers et ferroviaires transfrontaliers, les interconnexions électriques, les infrastructures numériques et la résilience urbaine face au climat. Plus de 2 000 participants sont attendus pour des dialogues de haut niveau, des forums d'investissement et des « *deal rooms* » destinées à faire émerger des pipelines bancables.

Transformation

Le programme prévoit notamment un débat des chefs d'État sur la mobilisation coordonnée des financements, une table ronde de l'initiative PICI et plusieurs sessions sectorielles pilotées avec des acteurs régionaux : réseaux de transport d'électricité, marché unique africain de l'électricité (AfSEM), aviation civile (SAATM), financement des villes et transformation numérique.

Un focus particulier est annoncé sur le corridor de Lobito, axe stratégique pour la connectivité et le commerce entre

l'Angola, la Zambie et la RDC. Au-delà des annonces, l'objectif est de convertir la volonté politique et l'épargne locale en projets structurés, susceptibles d'attirer davantage de capitaux privés. Les organisateurs entendent promouvoir des solutions concrètes : ingénierie financière mixte (*blended finance*), partenariats public-privé, mécanismes de réduction des risques souverains, et renforcement des dispositifs de préparation de projets pour améliorer la bancabilité.



En toile de fond, l'AfCFTA sert de fil directeur : mieux connecter les marchés, fluidifier les échanges et créer des chaînes de valeur régionales. À Luanda, l'enjeu concerne donc l'accélération des investissements catalytiques capables de transformer les infrastructures en leviers de croissance inclusive, de création d'emplois et de prospérité partagée à l'échelle du continent.

Artisanat : les acteurs réclament la création d'un ministère dédié

JEAN RIANA | 28 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Après le Syndicat des Artisans de Madagascar (Sam), la Fédération des Chambres des Métiers de Madagascar (FCMAM), a aussi réclamé la création d'un ministère dédié à l'artisanat, afin que ce secteur porteur qui fait vivre plus de 12 millions de personnes, puisse se développer davantage. La Présidente de la FCMAM, Sylvie Rasolofonjanahary avance que cette revendication ne va pas à l'encontre de la refondation de Madagascar. A rappeler qu'en 2024, la valeur des exportations de produits artisanaux ont atteint plus de 39 millions d'euros. « L'artisanat représente environ 15 % du produit intérieur brut (PIB) de Madagascar. A cet effet, il est important de regarder de près le développement de ce secteur porteur d'autant plus que 85 % des Malgaches travaillent dans ce secteur » a-t-elle déclaré. Les membres de la FCMAM estiment qu'un ministère spécifique

permettrait de mieux coordonner les actions de formation, de promotion, d'exportation des produits artisanaux. Sylvie Rasolofonjanahary a également ajouté que les artisans ont de plus en plus de mal à avoir accès aux matières premières tels que le rafia, le bois, la soie et autres en raison de leur coût élevé. « Les matières premières ne devraient pas être exportées sous forme brut car cela désavantage les artisans » a-t-elle noté tout en réclamant une réduction des charges fiscales vu que les artisans aient une marge de bénéfice assez réduit. Elle a également fait part des problèmes rencontrés par les artisans en raison des coupures d'eau et d'électricité qui paralysent les activités des artisans œuvrant dans divers secteurs.

Bad : la détérioration de la balance commerciale de Madagascar se poursuit

JEAN RIANA | 28 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Dans l'aperçu régional de l'Afrique Australe, la Banque africaine de développement (Bad), a noté que le déficit de la balance extérieure de Madagascar s'est aggravé en 2024 pour atteindre 5 % de son Produit intérieur brut (PIB). Elle estime que la détérioration devrait se poursuivre cette année, mais aussi l'année prochaine soit de 6,1 % en 2025 et 6,4 % en 2026.

Apparemment, la Grande île importe beaucoup plus qu'elle n'exporte et la situation ne risque pas de s'améliorer de sitôt à en voir cet aperçu de la Bad. Outre ce déficit de la balance extérieur en raison des importations à outrance, le solde budgétaire de Madagascar ne va pas non plus s'améliorer. Si le déficit budgétaire de Madagascar s'est amélioré pour atteindre 3,3 % du PIB, la Bad avance que cela devrait se creuser pour atteindre -3,9 % cette année et -4,0 % en 2026. Pour dire que l'Etat malgache dépenserait plus d'argent qu'il n'en gagne avec les taxes et impôts. « Madagascar a maintenu une croissance stable de 4,2 % en 2024. Cette croissance a été soutenue

par les services et l'agriculture en dépit d'une faible dynamique d'investissement », avance-t-on. Pour l'année 2025, la Bad estime que cette croissance devrait se tasser à 3,8 % avant de connaître une légère croissance passant à 4 % en 2026. L'inflation quant à elle s'est atténuée et devrait continuer dans ce sens néanmoins jusqu'à l'année prochaine. Selon cette institution financière, l'inflation a reculé à 7,6 % en 2024, grâce à une politique monétaire restrictive. Cette progression devrait poursuivre son cours pour atteindre 7 % en 2025 et 6,7 % en 2026.

Exportation - Les producteurs peinent à accéder au marché du sisal

IRINA TSIMIJALY | 29 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le sisal malgache, fibre prisée à l'international, pourrait générer d'importants revenus pour le pays. Mais le manque de terres, d'investissements et la domination étrangère freinent la filière.

« Le sisal malgache devrait être rentable, mais les producteurs locaux manquent de moyens », explique un exploitant du sud de Madagascar qui a récemment dû céder son terrain de 60 hectares. Avec une production annuelle de 17 578 tonnes, Madagascar se classe au quatrième rang mondial, derrière le Brésil, la Tanzanie et le Kenya.



La fibre malgache est reconnue pour sa qualité exceptionnelle et constitue une source importante de devises dans un pays où la monnaie se déprécie rapidement.

Historiquement, « ce sont les étrangers qui ont développé l'exploitation du sisal dans le sud depuis les années 1940 et 1950 », souligne ce producteur. Aujourd'hui encore, bien que quatre sociétés exploitent la fibre dans la région, elles sont étrangères, et le marché reste largement structuré et contrôlé par ses acteurs non locaux.

La réalité du terrain complique l'expansion de la filière. « Un terrain de 60 hectares est minime par rapport aux grands exportateurs du sud, qui possèdent 20 000

hectares », précise un responsable local. Les exploitants doivent étendre les surfaces cultivées, mobiliser des centaines de travailleurs et assurer un suivi rigoureux de la production. Selon lui, « l'État ne peut pas vraiment intervenir, car il s'agit d'activités privées. Le partenariat avec des investisseurs reste donc indispensable ».

Difficiles d'accès

Le marché mondial du sisal est estimé à 1,2 milliard de dollars en 2023, avec une croissance prévue de 5 % par an jusqu'en 2030. Les principaux clients des producteurs malgaches sont la Chine (45 % des exportations), le Maroc (29 %) et l'Espagne (10 %). « La demande est énorme, surtout pour la Chine, mais l'accès aux zones de production reste compliqué », note-t-il.

L'éloignement des zones de production, la nécessité de mobiliser de nombreux travailleurs et le manque de terrains cultivables freinent l'expansion de la production.

Les fibres de sisal sont utilisées pour fabriquer du plâtre, de la peinture ou encore des matériaux industriels. « Il faudrait ajouter 100 à 200 hectares et mobiliser davantage de personnel pour répondre à la demande internationale », ajoute-t-il. Actuellement, très peu de sociétés malgaches peuvent prétendre exploiter le marché à grande échelle.

Ainsi, malgré sa position stratégique et la qualité reconnue de sa fibre, Madagascar peine encore à transformer son potentiel en succès commercial à l'international. Comme le résume l'exploitant : « Le marché existe, mais il reste difficile pour les opérateurs locaux d'y accéder pleinement. »

Gestion budgétaire - Les dépenses non prioritaires mises en pause

IRINA TSIMIJALY | 29 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le nouveau Premier ministre, Herintsalama Rajaonarivelo, a pris, dès sa nomination le 20 octobre 2025, des mesures strictes pour sécuriser les finances publiques. Une instruction officielle datée du 21 octobre suspend toutes les dépenses jugées non prioritaires pour le reste de l'année budgétaire, afin de garantir le paiement des salaires, pensions et autres fonctions essentielles de l'État.

Selon le texte, seuls les crédits liés à l'alimentation et à la subsistance des structures publiques sont maintenus. Sont gelés tous les achats de fournitures, de mobilier, de matériel informatique, ainsi que les missions, séminaires, voyages et événements officiels. Les nouveaux projets d'infrastructures et marchés publics non encore engagés, de même que certains fonds spéciaux et subventions discrétionnaires, sont également suspendus.

Le Premier ministre a demandé au Grand Argentier de bloquer toutes les lignes budgétaires : budgets ministériels, fonds spéciaux et budgets des établissements publics. Seules les dépenses indispensables et déjà engagées pourront être honorées.

Cela concerne le paiement des salaires et indemnités des fonctionnaires, les subventions aux enseignants FRAM, les pensions et bourses, ainsi que l'approvisionnement en nourriture et en bois de cuisson pour les détenus, les forces armées et le bétail de l'État, sans oublier le remboursement de la dette publique et les dotations aux centres de santé de base (CSB). Certains transferts au secteur de l'énergie et des projets d'investissement dans l'eau et l'énergie financés sur fonds internes restent également autorisés.

Il faut savoir que le budget total pour 2025 s'élève à 14 408,87 milliards d'ariary, dont 5 628,4 milliards de recettes fiscales, 4 366 milliards de recettes douanières, un déficit de 3 626,4 milliards (soit 4,6 % du PIB) et 3 714,3 milliards de financements extérieurs.

Inventaires et rigueur budgétaire

Chaque ministère et organisme public doit dresser un inventaire complet de ses biens et ressources — mobilier, véhicules, équipements informatiques et dossiers en cours. Aucun haut responsable ne pourra quitter le territoire sans autorisation avant la réalisation des audits et passations de service, dans un délai maximal de trois mois. L'objectif est de préserver le patrimoine de l'État et de garantir la continuité du service public malgré cette période d'austérité.



Les fonds spéciaux, souvent critiqués pour leur manque de transparence, ont financé des projets dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la gestion des crises notamment la réhabilitation de la centrale thermique de 105 MW et les mesures d'urgence pour faire face aux pénuries d'eau et d'électricité, comme l'ont souligné les rapports présentés en Conseil des ministres.

Cette décision constitue un véritable tour de force en matière de gouvernance. Elle vise à prévenir les dérives financières durant la transition politique et à instaurer une gestion responsable des deniers publics, tout en préparant l'administration à un redressement durable et à une meilleure planification des dépenses publiques.

Énergie - Des centres de santé alimentés par le soleil

IRINA TSIMIJALY | 29 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Douze villages ruraux voient leurs centres de santé de base électrifiés grâce à l'énergie solaire. Plus de 6 000 patients par mois bénéficient désormais de soins avec éclairage et équipements médicaux essentiels fonctionnels 24 h/24.

Le projet est porté par Masontsika, jeune entreprise malgache spécialisée dans les solutions solaires hors réseau. Son modèle, le Powerhub, transforme les centres de santé en « points d'énergie » pour les communautés, offrant lampes solaires, recharge de téléphones et stockage frigorifique à prix abordable. Une partie des Powerhubs est gérée par des femmes auparavant exclues du marché du travail.

Soutenu par le Powering Healthcare Innovation Fund, le projet a permis d'installer des systèmes photovoltaïques dans les CSB tout en continuant à fournir des services

aux habitants. Les centres disposent désormais d'équipements comme des réfrigérateurs et des stérilisateurs, et le personnel médical peut enregistrer les données des patients via smartphones et internet, améliorant le suivi et la qualité des soins.

Les revenus générés par la location des services énergétiques permettent la maintenance des installations et garantissent l'électricité gratuite pour les soins essentiels. Selon Ronak Bhagvandas, cofondateur de Masontsika, l'objectif est de rendre les centres de santé fiables et utiles pour la communauté tout en créant des revenus pour les femmes locales.

Ce modèle pourrait être étendu à d'autres régions isolées et adapté à d'autres infrastructures hors réseau, comme les écoles, afin que l'électricité contribue au développement des communautés.

Dr. Herinjatovo Aimé Ramiarison : un professeur d'économie à la tête du MEF

JEAN RIANA | 29 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, professeur d'économie et chercheur à l'université d'Antananarivo, est nommé à la tête du ministère de l'Economie et des finances (MEF). Son CV et parcours, en disent long sur ses compétences. D'ailleurs, il fait l'unanimité auprès du monde économique.

Titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en commerce de l'université Meiji de Tokyo (Japon) en 1998 et 2002, le ministre de l'Economie et des finances, le Dr Aimé Herinjatovo Ramiarison, est un visage connu des étudiants à l'université d'Antananarivo en tant que professeur d'économie et chercheur.



A l'échelle internationale, il a été membre du Groupe consultatif pour l'Afrique subsaharienne (AGSA) du FMI (2016-2018). Puis de par son titre de professeur et chercheur, il a été invité à la Faculté de commerce de l'Université Meiji en 2005 et à l'Institut des économies en développement (IDE-JETRO), au Japon en 2010. Il a été conseiller spécial du ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie de Madagascar en charge de l'APD et des investissements japonais en 2008.

Et ses recherches portent sur l'industrialisation, la macroéconomie, la croissance économique, les politiques publiques, l'emploi, le marché du travail, l'économie du développement et le commerce international. En un mot, dans son domaine, il en connaît un rayon. Mais les défis sont à la hauteur de sa mission consistant à mobiliser les ressources internes, attirer les investisseurs, renforcer la crédibilité budgétaire et favoriser une croissance inclusive.

A l'unanimité

A peine nommé, le ministre Aimé Herinjatovo Ramiarison, a reçu des messages de félicitations et d'encouragement du monde économique. Le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem) n'a pas manqué de saluer cette nomination et lui souhaite «plein de succès dans ses nouvelles fonctions au service du développement économique et de la prospérité de notre pays ».

A maintes reprises, le Crem a dénoncé l'absence d'une vision claire à long terme au sujet de la croissance économique. Cette nomination ouvre un nouveau chapitre prometteur synonyme d'une réforme en profondeur du système économique malgache. Dans la foulée, l'ancien ministre de l'Economie et des finances, Rindra Rabarinirinarison, n'a pas manqué de souligner la lourde responsabilité qui attend le nouveau ministre. «Beaucoup a été fait et beaucoup reste à faire », a-t-elle déclaré sur sa page facebook.

Défis énergétiques - Action rapide et continuité des projets

IRINA TSIMIJALY | 30 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ny Ando Jurice Ralitera, nouveau ministre de l'Énergie, s'attaque aux défis du secteur énergétique. Il annonce des solutions à court terme tout en favorisant le dialogue avec tous les acteurs concernés.

Le nouveau ministre, Ny Ando Jurice Ralitera, a officiellement pris ses fonctions ce mercredi, en réaffirmant sa volonté de s'attaquer aux obstacles qui freinent le développement du secteur énergétique. Âgé de manière remarquable pour un membre du gouvernement — le plus jeune de l'équipe actuelle, il reconnaît que sa mission sera complexe, mais souligne qu'« aucun obstacle n'est insurmontable ».

Le ministre met l'accent sur le dialogue et la concertation. Selon lui, la solution aux problèmes énergétiques ne viendra pas de mesures miraculeuses, mais d'une écoute attentive des acteurs concernés. « Le véritable enjeu à la Jirama est systémique, pas individuel », précise-t-il, rappelant que la grève du 25 septembre a mis en lumière

les fragilités du secteur. Ny Ando Jurice Ralitera dispose d'un délai de deux mois pour démontrer sa capacité à gérer efficacement le ministère et à mettre en œuvre des solutions concrètes.

Lors de la passation de service, il a insisté sur le rôle central de l'énergie dans le développement économique et industriel de Madagascar. Il a appelé à la coopération de tous les acteurs — notamment du secteur privé et des consommateurs — afin de garantir transparence et efficacité dans la mise en œuvre des projets. « Nous avons entendu de nombreuses plaintes. Il est temps d'y répondre et de résoudre ces problèmes », a-t-il déclaré, tout en soulignant que l'engagement doit se traduire par

des actions tangibles et des décisions fermes, plutôt que par de simples discours.

Limitier les délestages

Conscient de l'urgence de la situation, le ministre a présenté des mesures concrètes à court terme visant à améliorer l'accès à l'électricité et à réduire les délestages. Certains projets prioritaires, déjà identifiés, seront mis en œuvre dès les prochaines semaines pour répondre aux besoins immédiats de la population. Parallèlement, des solutions à plus long terme sont prévues pour renforcer la stabilité du réseau et accroître la couverture électrique, actuellement limitée à 35 %.

Les relations avec les syndicats de la Jirama constituent un autre enjeu majeur. Le ministre a annoncé sa volonté de rencontrer les représentants syndicaux afin de rechercher un consensus et de clarifier les revendications, notamment concernant le directeur général de la compagnie, Ron Weiss. Il a insisté sur l'importance de résoudre les tensions par le dialogue et de traiter les problèmes de manière systémique plutôt que personnelle.

Avec cette approche pragmatique et concertée, Ny Ando Jurice Ralitera espère poser les bases d'une amélioration durable du secteur énergétique malgache, tout en répondant rapidement aux besoins urgents des citoyens et en rétablissant la confiance des partenaires.

Mines - Carl Andriamparany ouvre le chantier des réformes

IRINA TSIMIJALY | 30 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un vent de renouveau souffle sur le ministère des Mines et des Ressources stratégiques. Lors de la passation de service à Ampandrianomby avec son prédécesseur, Herindrainy Olivier Rakotomalala, le nouveau ministre, Carl Andriamparany, a affiché sa détermination à engager de profondes réformes pour moderniser l'administration minière malgache.

« Le secteur minier doit devenir un levier de développement pour toute la nation, pas seulement pour quelques-uns », a affirmé le nouveau ministre lors de son discours de prise de fonction. Pour lui, la priorité des deux prochaines années sera de réorganiser le ministère, de renforcer la transparence dans la gestion et de restaurer la confiance entre l'État, les investisseurs et la population.

Diplômé en sciences océaniques à l'Université de Toliara et en ingénierie offshore en Norvège, Carl Andriamparany connaît bien les rouages du secteur. Ancien secrétaire général du ministère des Mines, il a aussi dirigé temporairement l'Institut de gemmologie de Madagascar et, plus récemment, la Chambre des Mines. Cette expérience, qu'il qualifie de « pont entre la technique et la gouvernance », lui permettra, dit-il, de « bâtir une administration plus performante, plus à l'écoute et plus intègre ».

L'ancien ministre, Olivier Herindrainy Rakotomalala a salué la continuité de l'action publique. « Nous avons posé des bases solides, notamment avec l'appui de la Banque mondiale. Il revient désormais à mon successeur de consolider ces acquis », a-t-il déclaré.

Industrie et commerce : Priorité à la protection des consommateurs et au développement du secteur privé

R. EDMOND | 30 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Double passation, hier à Ambohidahy. Le désormais ancien ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa a passé le flambeau de ce département, respectivement à Michela Haingotiana Andriamadison nouveau ministre de la Consommation et du Commerce et Andrianiana Rasoarahona, nouveau ministre de l'Industrialisation et du Développement du secteur privé.

On rappelle, en effet, que dans la nouvelle structure gouvernementale, le ministère de l'Industrie et du Commerce a été le seul à avoir été scindé en deux.

Continuité

Un renouveau qui se fera cependant sous le signe de la continuité. Comme l'a souligné, le ministre sortant David Ralambofiringa, les priorités restent les mêmes, dont notamment le développement du capital humain, la protection des consommateurs et le développement du secteur privé. « Je resterais disponible à aider les nouveaux ministres dans leurs efforts pour réaliser les objectifs définis par les autorités », a déclaré David Ralambofiringa, celui qui est considéré au sein de ce

département comme l'auteur de nombreuses réformes durant son mandat. Notamment en matière de partenariat public-privé où il a fait l'unanimité au sein des opérateurs économiques. C'est dans ce cadre d'ailleurs que le nouveau ministre en charge de l'Industrialisation et du Développement du secteur privé, Andrianiana Rasoarahona entend orienter ses actions, dans le court et le moyen termes. « Le développement du secteur privé, comme moteur de croissance et la création d'emplois figurent parmi les priorités », a-t-il déclaré.

Compatible

Quant à la ministre du Commerce et de la Consommation, Michela Haingotiana Andriamadison, la protection des

consommateurs sera l'une de ses priorités. Une mission compatible au cursus de cet « enfant de la maison » qu'elle est. Commissaire du commerce de vocation, elle a en effet déjà occupé le poste de directrice de la Protection des consommateurs au sein de ce département. « Je serai une leader active dans l'accomplissement de ma mission » a-t-elle déclaré. Un état d'esprit qui sied, en tout

cas, à la complexité de sa mission, surtout en ce début de la période de soudure, avec son lot de problèmes en matière de prix des produits de première nécessité. Notons qu'avant son départ, David Ralambofiringa a fait don de matériels informatiques au ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Attractivité économique : Madagascar, 22e rang sur 31 pays africains

ARH. | 30 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Selon le rapport « Where To Invest in Africa 2025/26 » de la Rand Merchant Bank, Madagascar se classe au 22e rang sur 31 pays africains pour son attractivité économique. Ce positionnement reflète un fort potentiel, encore freiné par des lenteurs administratives, un déficit d'infrastructures et une forte dépendance à l'aide internationale.

Malgré ces obstacles, la Grande Île présente un profil d'investissement à risque modéré et des perspectives prometteuses dans les énergies renouvelables, les mines et les services numériques. Le FMI prévoit une croissance de 3,8 % en 2025, soutenue par les services, l'agriculture d'exportation et le tourisme.

Pour renforcer sa compétitivité, Madagascar doit accélérer ses réformes, moderniser ses infrastructures et améliorer la gouvernance. La stabilité, la transparence et la digitalisation des services publics apparaissent aujourd'hui comme les leviers pour attirer durablement les investisseurs.

Startups : Une voie rapide pour sortir de la crise socioéconomique, selon Ghali Nanja

ANTSA R. | 30 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

À Antananarivo, un entrepreneur de la diaspora veut prouver qu'un recrutement inclusif et des formations accélérées en interne peuvent transformer des vies et sortir le pays de la pauvreté. Il milite pour transformer la majorité invisible en force productive.

La marginalisation n'est pas un fait divers dans la Capitale. C'est actuellement la condition ordinaire d'une grande partie des habitants, surtout ceux des quartiers populaires, notamment les jeunes. Peu ou pas diplômés, rarement repérés par les circuits classiques de recrutement, ils peinent à franchir la porte du premier emploi formel. C'est précisément à ce verrou que s'attaque Ghali Nanja, entrepreneur de la diaspora revenu au pays malgré les obstacles – délestages, pénurie d'eau, redémarrage difficile. Son pari consiste à faire de la startup un accélérateur d'inclusion économique. Il fonde Pita Concept, aujourd'hui déclinée en plusieurs branches, dont la restauration. Jusqu'ici, plus de 60 emplois directs et indirects ont été créés dans ce cadre. Rien d'exubérant, concède-t-il, mais une preuve par l'exemple. « On avance petit à petit. »

Force productive

Surtout, il inverse la logique de l'embauche. Plutôt que d'attendre des CV impeccables, il recrute dans les quartiers défavorisés – parfois jusque dans les communes rurales – et priorise les mères célibataires. « 95 % de nos employés n'ont pas de diplômes, mais deviennent opérationnels grâce à des formations accélérées en interne. » Les résultats tiennent, selon lui, à deux leviers,

notamment un savoir-faire concret et un travail sur la confiance. « On peut enseigner le charisme et la prise de parole. L'emploi et la nutrition sont des droits fondamentaux ; sans eux, on fabrique de l'insécurité et de la délinquance. »



Au-delà de son entreprise, Ghali Nanja défend une thèse suggérant qu'une création massive de startups peut sortir Madagascar de la pauvreté. Il avance une estimation choc du chômage et du sous-emploi qu'il juge « anormalement élevés » et martèle que le plein emploi est techniquement possible si l'on multiplie les créateurs d'emplois. « Si un million de Malgaches entreprennent et embauchent, on

peut basculer vers un excédent d'offres. » L'axiome est pour lui de donner la canne à pêche plutôt que le poisson. Autrement dit, cibler la formation professionnelle, de courte durée mais de haute intensité, au plus près des besoins du marché.

Chaînes de valeurs

L'homme a une autre passion. Il s'agit de la filière viande. Formé à l'industrie de viande et à la boucherie artisanale, il plaide pour un circuit « *de la fourche à la fourchette* » digne des standards internationaux, concernant l'hygiène, l'abattage, le découpe, la chaîne du froid, la distribution, la transformation et la valorisation. « *On peut commencer petit. Le poulet est exploitable à court terme.* » Il rappelle avoir soumis, à l'ancien régime, un business plan de 82 pages resté sans suite et assure que, bien régulée, la chaîne de valeur peut même convertir des *dahalo* en éleveurs. D'après ses dires, il faut des centres de formation sur chaque maillon (découpe, abattage, transformation, mise en barquette) et un assainissement des normes d'hygiène pour lever les freins à l'exportation.

Difficultés

Membre de OMAD (One Meat One Day), association de la diaspora engagée dans l'appui agricole et l'élevage

en zones rurales, Ghali Nanja élargit le débat au financement. « *Avec des taux d'intérêt au-delà de 22 %, monter un projet viable relève de l'exploit, quand ailleurs on emprunte à 4 %.* » Il propose de créer des banques dédiées aux entrepreneurs malgaches et à la diaspora investisseuse, capables de rivaliser avec les capitaux extérieurs. Il pointe aussi un déficit de culture entrepreneuriale. « *Nous formons nos meilleurs étudiants pour devenir salariés.* » La solution, selon lui, passe par un choc de formation professionnelle, dès le secondaire, et par la valorisation du risque dans le discours public. Ce modèle n'a rien d'un miracle clé en main. Il suppose une coordination entre trois mondes qui se parlent trop peu : entreprises (pour recruter et former), pouvoirs publics (pour assainir, normaliser, simplifier) et finance (pour prêter à des conditions réalistes). Mais l'expérience de Pita Concept apporte un démenti pragmatique au fatalisme des jeunes sans diplômes. Les plus défavorisés – représentant aujourd'hui la majorité – et considérés par certains comme nuisibles peuvent être vus comme une vraie force productive, dans l'optique de Pita Concept qui a déjà commencé. À l'échelle d'une ville, puis d'un pays, ces trajectoires pourraient faire masse.

Budget - La loi de finances arrive à l'Assemblée nationale

IRINA TSIMIJALY | 27 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le projet de loi de finances initiale 2026 a été présenté à temps à l'Assemblée nationale. Il assure la continuité du ministère de l'Économie tout en intégrant la vision du nouveau gouvernement.

Le Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2026 a été officiellement déposé à l'Assemblée nationale. Selon le ministre de l'Économie et des Finances, Herinjatovo Ramiarison, l'objectif est de respecter scrupuleusement le calendrier pour permettre aux députés d'engager de véritables discussions : « Il faut que les députés aient le temps de débattre, et non pas seulement d'approuver », a-t-il insisté.



Le texte, élaboré entre mars et octobre, a subi peu de modifications. Il s'appuie sur le travail technique déjà entamé par l'équipe sortante, tout en intégrant la vision du président de la refondation de la République et les aspirations de la population.

La cérémonie de passation de service s'est déroulée hier au siège du ministère à Anosy. L'ancienne ministre, Rindra

Hasimbelo Rabarinirinarison, n'ayant pu être présente car elle a déjà pris ses nouvelles fonctions à Washington, c'est le secrétaire général Andry Velomiadana Bearison Ramanampanoharana qui a assuré la passation au nom de la ministre sortante. « Le pays a traversé des périodes de turbulence, et le ministère n'y a pas échappé. Aujourd'hui, les structures et les cadres sont en place. Il est temps de se concentrer pleinement sur les missions et responsabilités de chacun pour contribuer au développement du pays », a-t-il affirmé.

Trois priorités

Une loi de finances rectificative est déjà envisagée pour juillet prochain, afin d'adapter le budget aux éventuelles évolutions économiques. « Des changements surviennent toujours en cours d'exercice, il est donc légitime d'apporter des corrections », a expliqué le ministre.

Le ministre a présenté trois axes majeurs pour le budget 2026. Premièrement, la gestion fiscale : le taux de prélèvement, actuellement à 11 % du PIB, reste faible comparé aux 17 à 18 % observés dans des pays similaires. « L'objectif n'est pas d'augmenter les impôts, mais de renforcer la collecte et d'élargir l'assiette fiscale », a-t-il précisé.

Ensuite, les dépenses publiques : le ministère veut renforcer le suivi de l'impact budgétaire. « Il ne s'agit pas de dépenser moins, mais de s'assurer que chaque

ariary dépensé ait un réel impact sur les objectifs fixés », a expliqué le ministre, soulignant la nécessité d'une rationalisation des dépenses publiques.

Enfin, la relance économique constitue la troisième priorité. Le secteur secondaire, notamment manufacturier, affiche une croissance négative de -0,7 % en 2025. Le ministère mise sur le financement interne, la coopération avec les bailleurs et la stimulation des investissements directs étrangers et locaux pour inverser cette tendance.

« Le PLFI a été préparé par les techniciens du ministère, qui poursuivent leur mission avec la même rigueur, tout en intégrant la vision du nouveau gouvernement », a conclu le ministre.

Peu modifié dans son contenu, le budget 2026 va donc être plus une continuité maîtrisée, mais aussi une volonté de redonner du sens et de l'efficacité à la dépense publique.

Droits d'accise sur la bière : Hausse de 293 % en cinq ans, déplore la Star

ARH. | 31 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La société Star monte au créneau face à la hausse continue des droits d'accise sur la bière. Dans un communiqué publié hier, le leader du secteur dénonce une fiscalité devenue, selon lui, insoutenable. « Entre 2020 et 2025, ces droits sont passés de 290 à 850 ariary le litre, soit une envolée de près de 293 % », déplore la société. Une hausse démesurée et aux conséquences lourdes sur l'ensemble de la filière, selon la Star. « Cette augmentation fulgurante a provoqué une flambée des prix, plaçant les produits hors de portée d'une population au pouvoir d'achat déjà fragilisé », évoque l'entreprise. Elle alerte ainsi sur les répercussions économiques et sociales de cette situation, estimant que la survie d'un pan entier de l'économie nationale, est désormais en jeu. Derrière la marque, c'est tout un écosystème malgache qui vacille.

La Star fait vivre directement ou indirectement près de 50.000 familles à travers le pays : 3.700 emplois permanents, 20.000 producteurs agricoles partenaires, 350 dépôts de distribution, 25.000 points de vente et 1.100 fournisseurs locaux, majoritairement de petites entreprises. La chute des ventes provoquée par la hausse des taxes, fragilise cette chaîne de valeur, menaçant des milliers de moyens de subsistance. Malgré cette conjoncture, la Star affirme maintenir ses standards de qualité, un choix qui la contraint à

pratiquer des prix élevés. Une équation difficile qui met sous tension ses partenaires et tout l'écosystème industriel et commercial associé à la filière brassicole.



Consciente des besoins de financement de l'État, l'entreprise n'en appelle pas moins à une révision urgente de la politique de taxation. Elle plaide pour une réduction significative des droits d'accise, seule mesure, selon elle, capable de restaurer la compétitivité du marché, de préserver les emplois et de relancer l'investissement productif. « Ne sacrifiez pas les emplois et les entreprises industrielles malgaches. Il est encore temps de choisir le développement économique durable », exhorte la société, rappelant n'avoir jamais bénéficié de traitement de faveur.

Environnement des affaires : Le secteur privé réclame un traitement égalitaire

NAVALONA R. | 31 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Des membres du secteur privé veulent une réforme structurelle si l'on veut vraiment garantir une rupture avec les mauvaises pratiques du passé.

Ils réclament notamment au nouveau gouvernement un traitement égalitaire entre tous les opérateurs économiques en matière d'application des lois afin de créer un environnement des affaires plus compétitif et équitable. Leurs premières revendications portent sur une meilleure équité fiscale. En effet, « certains opérateurs sont désavantagés par rapport à d'autres qui échappent à leurs

obligations fiscales en raison de leurs liens avec l'ancien régime », dénoncent des membres du secteur privé.

Concurrence saine

Ils insistent également sur le rôle crucial de régulateur de la concurrence de l'État. « En effet, des entreprises pratiquent une concurrence déloyale surtout le « dumping » qui consiste à vendre des produits à un prix

inférieur à celui du marché local pour éliminer des concurrents. Ces problématiques restent encore non résolues », ont soulevé d'autres opérateurs économiques. Outre la concurrence déloyale, les pratiques de favoritisme et de corruption sont identifiées comme des obstacles majeurs à la compétitivité et à la transparence du marché. Le secteur privé demande ainsi des mesures plus fermes pour éradiquer ces maux. Dans la foulée, l'organisation des dialogues public-privé depuis ces dernières années était inefficace étant donné que toutes les recommandations émises n'ont pas été prises en compte, selon leurs dires. En ce qu'il s'agit de la filière litchi, les exportateurs locaux se réjouissent de la fin du monopole. Un accord global a été trouvé entre eux sur une meilleure répartition des volumes à exporter. Le secteur privé réclame l'application d'une telle mesure dans tous les autres secteurs d'activité pour garantir une concurrence saine et équitable.

Mesures fiscales

Pour l'heure, ces membres du secteur privé soulignent un manque de visibilité économique. « Des mesures de sécurité pour rassurer les entrepreneurs et les industriels s'avèrent indispensables pour pouvoir relancer nos activités. Le gouvernement devrait en même temps annoncer

des mesures d'incitation fiscale telles que la prorogation des paiements fiscaux voire l'allègement des taxes pour encourager la relance économique. En effet, plusieurs entreprises et industries ont eu des impacts directs ou indirects à la crise qui prévaut dans le pays », ont-ils avancé. En revanche, les entrepreneurs victimes des actes de pillage dans la nuit du 25 septembre 2025, quant à eux, revendiquent toujours une amnistie fiscale et l'effacement de leurs dettes auprès des banques.

Stabilité de l'Ariary

Par ailleurs, des industries locales ont demandé la liberté et la facilitation des opérations d'importation de matières premières destinées à la transformation locale soient libres tout en sollicitant l'État à renforcer le contrôle du processus pour une meilleure transparence. « Aucune discrimination ne doit être faite entre les opérateurs économiques locaux. Ce qui nous permettra d'être plus compétitifs sur le plan international. L'État doit également assurer la stabilité des cours de change pour éviter la chute de l'ariary face aux devises de référence. Ce qui nous permettra de relancer des investissements et d'améliorer l'offre », ont conclu ces membres du secteur privé.

Instabilité économique : les économistes demandent une mobilisation nationale

TIANA RAMANOELINA | 31 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Alors que Madagascar s'engage dans une phase de refondation politique et institutionnelle, les économistes du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem) alertent sur les fragilités persistantes de l'économie nationale.

Malgré une croissance de +4,4 % en 2024, légèrement inférieure à la prévision de la Loi de Finances Rectificative (+4,5 %), l'organisation souligne que la situation reste préoccupante sur plusieurs plans structurels, notamment l'énergie, la gouvernance et la soutenabilité du modèle économique.

Des moteurs de croissance identifiés

L'année 2024 a été marquée par la reprise de plusieurs secteurs clés. L'agriculture a progressé de +6,0 %, portée par une meilleure campagne de production. Le secteur du textile a connu une envolée spectaculaire de +31,6 %, grâce à la reprise des exportations vers les marchés étrangers.

Pour sa part, le tourisme, en hausse de +14,7 %, a bénéficié du retour progressif des visiteurs internationaux, tandis que les postes et télécommunications (+13,4 %) poursuivent leur expansion grâce à la digitalisation et aux investissements dans les infrastructures de communication.

Selon le Crem, ces performances montrent que Madagascar conserve un potentiel de croissance élevé, mais ce potentiel reste fragile sans réformes structurelles profondes. La défaillance énergétique demeure un frein majeur. Les délestages chroniques de la Jirama affectent

la productivité des entreprises et pèsent lourdement sur la compétitivité. Le Crem y voit le symptôme d'une gouvernance publique inefficace, marquée par « l'opacité, le gaspillage et l'absence de vision stratégique ».

Inflation maîtrisée, mais pouvoir d'achat sous tension

Le taux d'inflation s'est établi à 7,6 % en juillet 2024, selon la Banque mondiale. Pour y faire face, la Banque centrale de Madagascar a maintenu une politique monétaire restrictive, relevant son taux directeur pour contenir les pressions inflationnistes.

Parallèlement, l'État a renforcé les aides sociales en faveur des ménages vulnérables, notamment via la distribution de produits de première nécessité et de transferts monétaires directs. Mais pour le Crem, ces mesures demeurent palliatives : la réponse durable passe par la stimulation de la production locale, la diversification des sources d'énergie et une meilleure gouvernance des finances publiques.

Une monnaie sous pression

L'année 2024 a également vu la dépréciation continue de l'Ariary, conséquence d'un déficit commercial accentué et d'une baisse des réserves de change. Le recul des cours du nickel et du cobalt, deux produits d'exportation majeurs, a amplifié cette tendance.

L'ouverture accrue des échanges avec l'étranger a aussi entraîné une hausse des importations, aggravant la balance commerciale. Toutefois, certaines périodes de l'année notamment août, septembre et décembre ont connu une appréciation saisonnière de la monnaie grâce

à l'arrivée de devises liées aux exportations de produits de rente comme la vanille, le café vert et les litchis.



Le défi de la souveraineté économique

Le Crem rappelle que la clé du redressement réside dans la bonne gouvernance et la mobilisation des ressources internes. L'organisation plaide pour une réforme rigoureuse du secteur public et une valorisation accrue des capacités productives nationales.

Elle recommande également la création d'un marché boursier national pour les entreprises publiques et la promotion d'instruments financiers sûrs, tels que les Bons du Trésor Assimilables (BTA), afin de stimuler l'investissement et renforcer la transparence.

Perspectives et réformes pour 2025

Selon les projections, la croissance du PIB devrait atteindre +5,0 % en 2025, avant de progresser jusqu'à +5,6 % d'ici 2028. L'agriculture resterait un pilier (+9,5 % attendus en 2025), même si les effets du changement climatique constituent un risque majeur. Le secteur secondaire devrait croître de +3,4 %, tandis que le tertiaire, porté par le tourisme et les télécommunications, progresserait de +5,4 %.

Pour soutenir cette trajectoire, le gouvernement prévoit plusieurs réformes économiques axées sur la relance de la production, l'investissement dans le capital physique et technologique, et la résolution du problème énergétique, identifié comme un préalable à tout redressement durable. La politique monétaire restera prudente, avec un objectif d'inflation ramené à 7,5 % en 2025.

Un appel à la mobilisation nationale

Le Crem conclut en appelant à une mobilisation collective de toutes les forces vives publiques, privées, communautaires parmi tant d'autres pour refonder l'économie sur des bases solides et inclusives.

"Le moment est venu de refonder notre économie sur des bases qui nous ressemblent et nous rassemblent", souligne l'organisation. Une vision qui, selon les économistes, ne pourra se concrétiser que par la transparence, la compétence et la redevabilité.

Partenariat – Le soutien aux actions plaçant la population au centre du développement comme priorité pour la Banque mondiale à Madagascar

31 OCTOBRE | 2424.MG

Antananarivo, 31 Octobre, 7h20 – La population au cœur des actions. Atou Seck a été clair concernant la priorité de la Banque mondiale dans sa coopération avec Madagascar. Il s'agit de "soutenir les actions qui placent la population au centre du développement", expose-t-il lors de sa rencontre avec le Premier ministre de la "Refondation", Herintsalama Rajaonarivelo, ce jeudi.

Les échanges entre les deux parties ont porté sur les enjeux liés à l'accès aux services essentiels dans les domaines de l'énergie et de l'eau. Ce sont des domaines qui sont non seulement au cœur des attentes de la population de la Grande île mais qui sont également en lien avec les priorités exprimées par le Gouvernement.

Pour le Bureau du Premier ministre, cette rencontre avait aussi permis aux deux personnalités d'aborder en particulier les problèmes majeurs qui empêchent l'accès à ces services essentiels. Les autres secteurs comme l'éducation ou encore la santé y ont été aussi discutés.

Les deux parties se sont alors accordées pour poursuivre les discussions la semaine prochaine avec leurs équipes techniques respectives en charge des secteurs mentionnés. Et ce, afin d'identifier des solutions concrètes visant à améliorer la qualité et l'accessibilité de ces services dans le court et moyen termes, au bénéfice direct de population malgache, lance Atou Seck.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

